



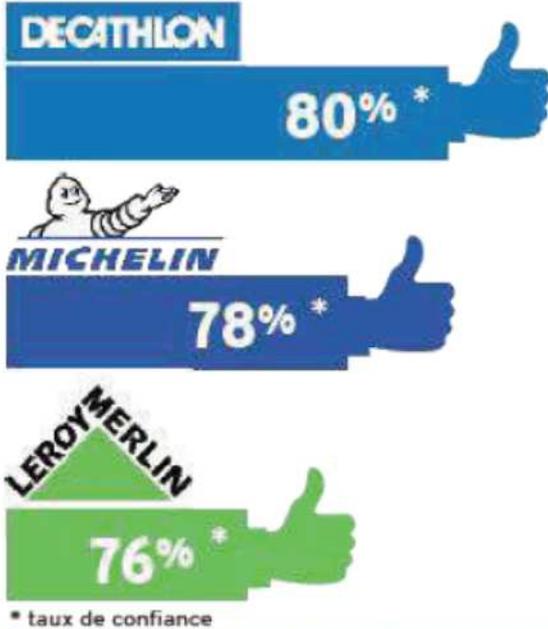
## **REVUE DE PRESSE**

**Vendredi 04 mai 2018**



## Les enseignes dans le cœur des Français

Top 3 des marques qui inspirent le plus confiance aux Français tous secteurs confondus



Les marques qui inspirent le plus confiance par secteur



Sondage OpinionWay pour Ecllosion réalisé en ligne entre décembre 2017 et mars 2018 auprès d'un échantillon de 4.012 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CL

## Charente

# 16 communes équipées aujourd'hui, 21 demain

Il n'y a jamais eu autant de communes charentaises équipées de caméras de vidéoprotection. Elles sont aujourd'hui seize, selon les chiffres fournis par la préfecture. Il y a les petites communes rurales comme Genté, Lessac, Brillac, Oradour-Fanais et Brigueuil, qui est en train de s'y mettre. Des gros bourgs ou petites villes comme Villefagnan, Châteauneuf, Barbezieux, Jarnac ou Marthon, Nersac et Chasseneuil. Il y a enfin les villes d'Angoulême, Soyaux ou La Couronne et Saint-Yrieix. Cognac est en réflexion et La Rochette envisage d'en placer dans son cimetière. Seize communes auxquelles devraient bientôt s'ajouter Claix, Saint-Michel, Bouëx, Torsac

et L'Isle-d'Espagnac. Ces cinq localités se sont en tout cas portées candidates au groupement de commandes lancé par Grand'Angoulême qui entend mutualiser les achats pour obtenir de meilleur prix. Combien de caméras dénombre-t-on à travers le département? Bonne question. La préfecture, qui délivre pourtant les autorisations à leur déploiement, n'est «pas en mesure de [nous] donner le nombre exact de caméras par commune». À Angoulême, on en dénombre 28, acquises pour 211 000 € (dont 53 000 € d'aides de l'État), installées en 2015. C'est plus à Soyaux, première commune charentaise à s'être équipée, en 2009. Trente-deux caméras scrutent aujourd'hui les voies

publiques. «On budgète 14 000 € par an pour les frais d'entretien plus 15 000 € pour le changement d'une caméra», détaille Michel Bonnefond, adjoint à la sécurité. S'il y a quelques années elle opposait la gauche et la droite, la vidéoprotection fait aujourd'hui quasi-unanimité. À Angoulême, c'est l'ancien maire socialiste Philippe Lavaud qui avait lancé le dispositif. Depuis peu, on s'y met allègrement en zone rurale. «À la limite, je ne suis pas pour», concède Catherine Bréard. Mais les caméras pourraient régler ces «petites choses qui nous pourrissent la vie», se persuade la maire de Torsac dont la mairie a été cible de vols. «J'étais assureur et je prescrivais des caméras», se souvient

Michel Andrieux. Pour sa commune de Bouëx, le maire, las de faire payer à tous les citoyens «les dommages consécutifs aux effractions» sur les bâtiments communaux, développe la théorie du «mieux vaut prévenir que guérir». Ruelle (7 300 habitants) ou Gond-Pontouvre (6 000 habitants) s'y refusent pourtant. «C'est bien si ça sert à quelque chose», estime Michel Tricoche, qui trouve sa ville de Ruelle «calme». «Alors je ne vois pas l'intérêt de dépenser de l'argent là-dedans.» Pas plus pertinent à Gond-Pontouvre «vu la configuration de la commune, sans centralité, et les chiffres d'incivilité très bas», selon le maire Gérard Dezier.

J. P.

# «La vidéoprotection, une gabegie»

■ Les caméras de vidéoprotection seraient inefficaces et coûteuses ■ C'est la conclusion de Laurent Mucchielli, sociologue au CNRS, qui vient de publier un livre très critique.



Angoulême est équipée de 28 caméras depuis 2015. Cinq communes de l'agglomération angoumoisine vont à leur tour se mettre à la vidéoprotection.

Photo archives CL

Julien PRIGENT  
j.prigent@charentelibre.fr

**O**n les appelait caméras de vidéosurveillance. La loi d'orientation sur la sécurité intérieure de 2011 lui a préféré le terme, plus valorisant, de vidéoprotection. Sont-elles utiles? Trop peu vu leur coût, répond le sociologue Laurent Mucchielli, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui critique un recours systématique et non réfléchi aux caméras, dans un ouvrage qu'il vient de publier (1).

**Vous affirmez qu'il n'y a jamais eu d'évaluation de l'efficacité de la vidéoprotection en France.**

**Laurent Mucchielli.** Il est frappant de voir qu'en France nous n'avons pas la politique de l'évaluation. Le débat est la plupart du temps une opposition stérile entre opposants farouches à toute caméra dans l'espace public et leurs défenseurs acharnés. Je suis un

chercheur, j'évalue les politiques publiques: les images jouent un rôle dans la résolution de 1 à 3 % des enquêtes.

**C'est déjà ça, non?**

C'est toujours un petit plus bon à prendre. Il suffirait donc de quelques caméras dans des lieux stratégiques, ou sur les axes de fuite, comme disent les forces de l'ordre. Mais aujourd'hui, la tendance de nombreuses municipalités est à flatter leur clientèle politique en promettant des caméras dès qu'il y a un problème de délinquance. C'est pernicieux. Ça développe dans la population le sentiment d'un droit à la caméra qui devient une revendication. Les maires équipent et renforcent ainsi leurs policiers municipaux qui souffrent souvent d'un complexe d'infériorité par rapport à la police nationale et à la gendarmerie. Aujourd'hui, des communes vont jusqu'à s'endetter pour s'équiper.

**Alors que leur efficacité reste à prouver, c'est ça?**

“  
**L'étape suivante est prête, c'est l'arrivée des drones.**”



Oui. Et c'est très cher. Globalement, c'est une gabegie que d'embaucher des gens pour regarder des écrans, comme à Nice par exemple [80 fonctionnaires, 2001 caméras, NDLR]. Et inefficace. Comme la plupart du temps il ne se passe rien et qu'ils ne peuvent tout suivre en même temps, ces agents regardent

les images a posteriori, après la commission des faits. Il y a en plus un détournement du système qui devient un outil de verbalisation. L'agent derrière son écran est assermenté. Constaté via la vidéo une infraction routière lui suffit pour verbaliser.

**En Charente, pas de tel dispositif: les images sont simplement enregistrées. Les élus estiment que cela peut permettre d'éviter des dégradations sur les bâtiments publics...**

On s'aperçoit que c'est dans les villages et les petites villes qu'il y a le plus de demandes de mises en place de caméras. À chaque fois, le même argument est avancé, celui qui est aussi mis en avant quand on prétend que cela protège du terrorisme. Mais une seule caméra de vidéosurveillance a-t-elle permis d'empêcher un acte de terrorisme? Non. Les terroristes, on ne les voit qu'après coup sur les images. Ajoutons que tout délinquant organisé intègre le risque d'une caméra. Et ces ca-

«On élucide grâce à elles»

Consulter les images des caméras est devenu un réflexe chez les policiers. «Une composante du travail d'investigation, comme les écoutes, le recueil de témoignages, explique David Book, le commissaire de police d'Angoulême. Tous les ans, on élucide des affaires grâce à ces dispositifs.» «Ça ne doit pas se substituer au travail de la police nationale, c'est complémentaire. Cela permet des identifications, de prendre la mesure d'événements après avoir été alerté, de mieux gérer les flux lors des festivals», appuie Joël Guitton, maire adjoint à la sécurité à Angoulême, qui tique quand on lui parle de l'étude de Laurent Mucchielli. «L'impact sur la délinquance? Évaluer la prévention, c'est impossible. Mais des caméras pas accompagnées de moyens humains, cela ne sert à rien: nous avons doublé nos brigades de policiers municipaux qui patrouillent désormais jusqu'à 20 heures.» À Soyaux, la vidéoprotection a montré ses limites: elle n'empêche pas les caillassages de bus récurrents. «Les équipes sont mobiles, évitent les caméras», reconnaît l'Élu Michel Bonnefond, convaincu pourtant que cela reste «un élément de protection et de dissuasion».

méras peuvent certes diminuer la délinquance à un endroit, mais les statistiques montrent que cela ne réduit pas le volume d'actes délictueux. Donc les délinquants se déplacent.

**Pourquoi les caméras ont-elles alors tant de succès?**

Il y a cette croyance chez les maires du pouvoir de la technologie. Cela est fortement entretenu par l'État et relayé par les préfets qui incitent à s'équiper. Les petits élus leur font confiance. C'est entretenu par le marketing des industriels de la surveillance, qui représentent un business énorme. Et derrière, il y a un plan stratégique. Une fois les communes équipées, les fournisseurs proposent du matériel plus moderne, comme pour les smartphones. Ils vont bientôt mettre en avant la nécessaire mobilité des caméras: l'étape suivante est prête, c'est l'arrivée des drones. La ville d'Istres, dans les Bouches-du-Rhône, vient de se lancer.

(1) «Vous êtes filmés, enquête sur le bluff de la vidéosurveillance». Armand Colin. 17,90 €.

# Ordures ménagères

## «Une taxe injuste»

«C'est avec beaucoup d'attention que j'ai lu votre article, paru dans *Charente Libre* le 26 avril, concernant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Il est certain que le coût d'enlèvement basé sur la valeur locative du logement est très injuste. En effet, avec ce système, on arrive à une situation aberrante, à savoir que ceux qui produisent moins de déchets sont proportionnellement plus taxés que les autres. Il s'agit plus particulièrement des personnes qui vivent seules.

À mon avis, il serait plus équitable de payer en fonction des déchets produits par chaque foyer. Pour cela, il faudrait mettre en place le système de la redevance basé sur le nombre de personnes vivant dans chaque foyer. Je crois me souvenir que dans le passé, dans le secteur de Confolens, quelques communes avaient adopté ce système. Mais elles y ont renoncé, car le recouvrement avec la taxe foncière est plus facile.

Pour votre information, je vous donne quelques informations me concernant. Je vis seul et depuis de nombreuses années, je pratique le compostage.

En 2016, j'ai payé 255 euros de taxe pour 29,3 kilos d'ordures ménagères.

En 2017, j'ai payé 242 euros de taxe pour 26,4 kilos d'ordures ménagères.»

Jean-Marie Deville (Confolens)

## «Mettre de l'ordre dans cette inégalité»

«J'ai apprécié votre article concernant les poubelles. Oui, le ramassage des poubelles est totalement injuste. Depuis cinq ans, je suis veuf et j'occupe seul ma maison. Je me doute que je ne suis pas le seul dans ce cas. Maintenant que je suis seul, ma maison est un peu grande, mais je ne pouvais pas l'abandonner. Pour l'année 2017, j'ai payé 1 398 euros de taxe foncière dont 343 pour l'enlèvement des ordures ménagères. Il y a un ramassage par semaine et, chaque fois, je n'ai qu'un petit sac de cuisine à présenter. Je connais des maisons où ils sont 4 ou 5 personnes et, chaque fois, ils présentent une poubelle garnie et je suis certain qu'ils payent moins de taxe que moi. Pour l'eau, l'électricité, le gaz, il y a un compteur. Ne pourrait-il pas y avoir un système pour les ordures? Qui pourrait mettre de l'ordre dans cette inégalité? Les maires, les conseillers départementaux?»

Maurice Andrieux  
(La Rochefoucauld)

■ Grand Cognac a donné le coup d'envoi de ce projet collectif d'itinéraire cyclable qui sillonnera le territoire sur près de 50 kilomètres ■ Quatre tracés ont été définis.

# La Flow Vélo trace sa route

Gilles BIOLLEY  
g.biolley@charenteinfo.fr

**C**'est l'occasion de donner une identité spécifique à notre territoire, de développer une économie autre que celle du produit cognac, une économie rurale en particulier. Et les gens vont aimer, locaux comme touristes, j'en suis sûr, c'est dans l'air du temps.

Aimer la Flow Vélo (1), cet itinéraire cyclable de 290 kilomètres qui relie Thiviers, en Dordogne, à l'île d'Aix, tout en sillonnant d'est en ouest la Charente, porteuse avec ses voisines de ce projet d'envergure dont la réalisation a été confiée à l'agglo de Grand Cognac pour la partie qui la concerne.

”

Les acquisitions foncières nécessaires au projet se font en concertation avec les propriétaires, pour la majorité à l'amiable [...] On n'a pas rencontré d'opposition particulière, signe que ce projet fédère.

«De Mosnac à Merpins, un parcours d'à peu près 45 kilomètres découpé en quatre tracés, sachant que le premier est déjà sur le point d'être terminé, de 10 kilomètres, autrefois appelé voie douce, entre Merpins et Saint-Brice», détaille Pierre Berton. Vice-président en charge du fleuve Charente, il est au guidon de ce projet d'aménagement de sentiers balisés désormais sur les rails et qui va s'étendre pour l'agglo jusqu'en 2022. Pour un coût total de 4,5 millions d'euros.

Lors du dernier conseil, 735 000€ ont déjà été inscrits au budget 2018, une enveloppe destinée «à finir le tronçon de Merpins, pour 270 000€, et financer les études préalable pour les trois autres tracés, d'une dou-



Vice-président de l'agglo en charge du fleuve Charente, Pierre Berton est au guidon de ce projet, source de retombées économiques et d'attractivité renforcée du territoire.

Photo G. B

zaine de kilomètres chacun en moyenne», précise Pierre Berton.

## De Mosnac à Angeac-Charente pour débiter

Ces tracés, dessinés le long du fleuve pour l'essentiel, seront réalisés majoritairement en chemin blanc, sauf en secteur urbain, charge à l'agglo d'en assurer l'entretien. Le premier d'entre eux reliera Mosnac à Angeac-Charente, en passant par Châteauneuf. Le début des opérations est fixé à l'automne 2019, les travaux pouvant se dérouler seulement en période hivernale pour des raisons écologiques. Le second tronçon, jusqu'à Jarnac, suivra en 2020. Le troisième en 2021 pour relier Saint-Brice. Déclaré d'utilité publique par la

préfecture, ce projet permet de fait à Grand Cognac d'acquiescer les emprises nécessaires pour sa réalisation. Une maîtrise foncière indispensable afin d'assurer la continuité de l'aménagement de l'itinéraire, de réaliser travaux et entretiens, comme de récupérer la TVA et bénéficier des subventions. Déjà lancées pour le premier tronçon, ces opérations «se font en concertation avec les propriétaires, pour la majorité à l'amiable. Nous avons également rencontré la chambre d'agriculture, des agriculteurs et viticulteurs concernés par ce projet dans le sens où l'accès à la Flow Vélo passera par leurs parcelles. On n'a pas rencontré d'opposition particulière, signe que ce projet fédère», se félicite Pierre Berton. Juste un peu tout de même, puis-

gées, deux n'ont pas débouché sur un accord et pourraient aboutir à des expropriations.

«Une procédure amiable reste néanmoins toujours possible», relève le responsable, bien décidé à mener à flot et en douceur cette Flow Vélo qui s'accompagnera de la mise en place de services aux usagers encore à définir tout au long de son tracé (hébergement, prestations diverses, animations, parkings, mobiliers...). D'aménagements supplémentaires autour des haltes fluviales également, afin de pouvoir lier ces deux activités de «flow» tourisme.

(1) La Flow Vélo (en V92) permet aussi de raccorder deux autres véloroutes européennes: la Véloodyssée, de Bretagne à Hendaye, et la Scandinavique reliant la Norvège à Compostelle. Elle va s'étirer sur 110 kilomètres en Charente, 120 en Charente-Maritime et 60 en Dordogne.

## Elles & ils

■ Hélène Tournadre,



la maire d'Ars, prend une direction professionnelle inattendue... Une fois de plus (Photo archives CL). Après avoir été ingénieure chez Schneider Electric à Grenoble, puis artisanne d'art, elle vient d'ouvrir un cabinet d'accompagnement psycho-corporel à Cognac. Une idée née d'un intérêt personnel et complétée par une série de formations. «C'est une technique qui se concentre sur les réflexes, explique-t-elle. J'agis avec la personne et l'on voit lesquels de ces réflexes, qui datent de la première année de vie, peuvent l'entraver». Le cabinet se trouve au 146, rue Aristide-Briand.

Contact: h.tournad@yahoo.fr

■ Michael Merle,



directeur de l'Ecma, l'École de chant et art de la scène de Pons (17), dirigera les quarante choristes, solistes et pianiste du groupe «Voices Influence Gospel» demain samedi à 20h30 à La Salamandre de Cognac (Repro CL). Les chanteurs proposeront un nouveau répertoire, sans oublier les standards du gospel américain traditionnel, africain, ou francophone. Un pot sera servi à l'issue du spectacle.

Tarifs: 10€, gratuit pour les moins de 12 ans. Billetterie sur place à partir de 19h45.

# La phrase

„ Si tu étais venue  
à l'inauguration de l'X'Eau,  
je t'aurais foutue à l'eau.

**Romuald CARRY, adjoint aux sports de Cognac**

à l'attention de Florence Pechevis, vice-présidente en charge de l'Éducation, de la Jeunesse et du Sport au conseil départemental, lors de la remise des prix de la compétition organisée dimanche par le club des Dauphins cognaçais au complexe aquatique. Une phrase lâchée par l'adjoint lors d'une altercation verbale. «Une agression verbale plutôt, devant tout le monde, il n'a pas admis que je sois présente alors que le club m'avait invitée, sous prétexte que je n'ai pas soutenu cet équipement», précise Florence Pechevis. «Une attitude inacceptable» selon elle. «Une présence innommable comme elle l'aurait été si elle était malgré tout venue lors de l'inauguration» [elle n'était pas invitée, NDLR] pour Romuald Carry, qui assume: «Après avoir dénigré cet équipement durant des années, nous avoir mis des bâtons dans les roues constamment avec ses camarades pour des raisons purement politiques en plus, la voir venir à l'X'Eau maintenant que ça brille et pour se montrer, c'est un peu fort. Elle n'a qu'à assumer ses choix jusqu'au bout. Moi, j'assume mes propos et je ne manquerai pas de persévérer.»

## Le chiffre

**40**

C'est le nombre de nageurs palmés qui s'élanceront de l'écluse de Gademoulin à Saint-Brice, dimanche dès 10h. Comme tous les ans au printemps, l'Association cognaçaise d'étude et de recherche subaquatique (Acers) organise une course de nage avec palmes, dont la ligne d'arrivée se trouve à la base plein air André-Mermet à Cognac. Pour les spectateurs, la meilleure solution est de se rendre à la base vers 11h30, pour suivre les arrivées des deux épreuves de 2 et 6 kilomètres.

## Après 23 ans dans les bois Dominique Turpain s'en va



Son fils Joackim, 35 ans, (à gauche) a repris l'entreprise de menuiserie du Champ-de-Foire mercredi. Exactement 23 ans après sa fondation par Dominique Turpain. Photo M. B.

Cela fait deux jours que Dominique Turpain, 60 ans, se fait un malin plaisir à surprendre ses voisins du Champ-de-Foire à Cognac. D'une seule phrase: «*Je suis à la retraite depuis mercredi*». Et il fait mouche à tous les coups, en riant devant les regards étonnés. Il faut dire que le menuisier de la rue Jean-Jaurès est devenu une figure du quartier depuis qu'il s'est installé le 2 mai 1995. Soit 23 ans, jour pour jour, avant de quitter la gérance et de la transmettre à son fils Joackim, 35 ans. Après avoir fait ses débuts dans l'entreprise familiale, ce dernier a géré ces six dernières années sa propre société à Saint-Laurent-de-Cognac.

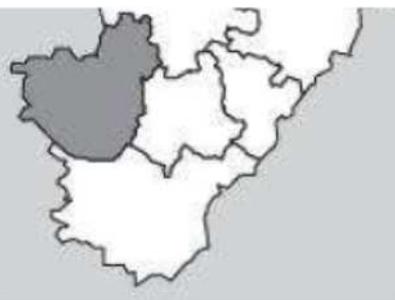
Les deux boîtes ont fusionné et la reprise se fait dans la continuité: avec le même nom, les mêmes salariés et des chantiers qui se poursuivent malgré le changement d'organigramme.

Pour Dominique Turpain en revanche, c'est le début d'une nouvelle vie. «*On va se reposer un peu*», sourit-il, tout en reconnaissant vivre «*un choc, après autant d'années*».

Avant d'ouvrir son entreprise, il avait travaillé dans le magasin de ses parents Jacqueline et Raymond, Bricoloisirs. Auparavant, ils avaient eux-mêmes une entreprise de menuiserie sur les hauteurs du Champ-de-Foire.

# Jarnac

## Grogne au sein des finances publiques



Opération tractage pour les agents de la trésorerie, qui dénoncent la fermeture programmée de leur site en 2019.

Photo G. B.

Ils sont en colère contre la fermeture programmée de leur site au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et s'opposent à cette mesure «*qui met une fois de plus à mal le service public.*» Après Soyaux et un autre rassemblement à Girac en matinée, les agents des finances publiques de la trésorerie de Jarnac l'ont fait à nouveau savoir ouvertement, hier en début d'après-midi, lors d'un débrayage assorti d'une remise de tracts aux automobilistes aux portes de leur établissement. «*C'est un service aux usagers qui va encore disparaître au motif de la réduction de la dépense publique, alors que la*

*fraude et l'optimisation fiscale ne se sont jamais aussi bien portées*», dénonce Amélie Blanc, membre du bureau «Solidaires», première force syndicale unifiée de la direction générale des finances publiques (DGFIP). «*Les gens devront aller à Cognac avec cette fermeture, un site où sera transférée l'activité de Jarnac, mais sans les moyens qui vont avec et sûrement des suppressions de poste*», craint-elle, ravie cependant «*d'avoir reçu un accueil favorable de la part des automobilistes et des passants*» lors de cette action qui pourrait être amenée à se reproduire.

## ■ ENTREPRISES

### **Le gouvernement fait le pari de l'épargne retraite**

Le fonctionnement de l'épargne retraite sera assoupli, au niveau des transferts entre contrats comme du versement des sommes accumulées, a annoncé hier Bruno Le Maire, désireux de relancer ce placement délaissé par les Français. Le ministre de l'Économie a estimé que l'épargne retraite représentait actuellement des sommes «*dérisoires*» et obéissait à un «*système kafkaïen*». Le Perp individuel, le Perco collectif, les contrats Madelin réservés aux indépendants... En tout, ils représentent 200 milliards d'euros de placements en France, bien loin des 1.700 milliards de l'assurance vie, dont les fonds ne financent pas assez les entreprises, et notamment les PME, selon le gouvernement.

### **Le seuil des 20 salariés sera supprimé**

*«Nous allons supprimer le seuil de 20 salariés et les obligations sociales et fiscales, à l'exception de celles liées à l'emploi de personnes en situation de handicap», a déclaré le locataire de Bercy dans le même entretien au Parisien. Toutes les autres obligations «seront supprimées et prises en charge par l'État, pour un coût de 500 millions d'euros», a-t-il précisé. Cette mesure figurera dans le projet de loi Pacte pour la croissance des entreprises, porté par Bruno Le Maire. La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) a salué dans un communiqué ces annonces, «susceptibles de favoriser l'émergence d'entreprises de taille moyenne».*

# GAGNEZ AVEC

**Charente  
Libre**

&

*le Castel*



## **5 places\*** pour **Le génie de Chostakovitch**

Festival International  
de Musique de Chambre  
en Charente

**Samedi 19 mai à 20h30**  
**Le Castel - Châteaubernard**

\*Attribution des places par tirage au sort - 1 gagnant par foyer

Coupon à retourner avant le samedi 12 mai 2018 à:

Charente Libre - Département Commercial - BP 30631 - 16340 L'Isle-d'Espagnac

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Tél (obligatoire).....

Mail (obligatoire).....

(Tout envoi non suffisamment affranchi et toute photocopie seront refusés)

## Cet après-midi



## Sec et ensoleillé.

Temps frais au petit jour mais sous un ciel dégagé. Le soleil domine ensuite toute la journée, à peine contrarié par quelques cumulus de beau temps. Le vent de Nord reste modéré, de Nord-Ouest un peu plus soutenu sur le littoral dans l'après-midi.

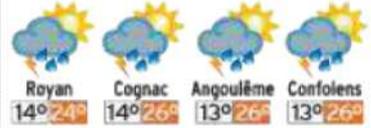
## Samedi



## Dimanche



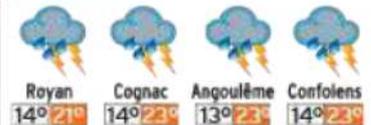
## Lundi



## Mardi



## Mercredi



## Judi



# Emmanuel Macron et les paradoxes de l'an 1

# POLITIQUE Un an après l'élection d'Emmanuel Macron à l'Élysée, le mécontentement domine chez les Français. Mais comme le montre notre sondage, il ne s'agit pas d'un rejet en bloc. Quelques mesures sont jugées positivement

JEFFERSON DESPORT  
j.desport@sudouest.fr

Douze mois après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidentielle, l'heure du premier bilan a sonné pour le chef de l'État. C'est l'objet de ce sondage BVA détaillé que nous vous présentons aujourd'hui. Si les résultats de cette enquête ne ménagent pas le locataire de l'Élysée, ils ne manquent pas non plus de paradoxes, illustrant les forces et les faiblesses du « en même temps », et de son « et de gauche et de droite ».

## 1 Popularité : mieux que Hollande et Sarkozy

Emmanuel Macron est-il un président populaire ? La réponse est non. Avec 43 % de bonnes opinions en avril, il a perdu 20 points depuis son élection et n'a donc pas la confiance d'une majorité de Français. Toutefois, il fait mieux que ses deux derniers prédécesseurs au même stade, François Hollande (34 %) et Nicolas Sarkozy (32 %). Mais moins bien que Jacques Chirac (48 %) et François Mitterrand (51 %). Cela étant, cette chute n'est pas sa principale faiblesse. Sur tout qu'il a montré, à la fin de l'autisme, qu'il était capable d'inverser cette courbe. Et que 65 % des Français reconnaissent sa stature présidentielle.

## 2 Des Français mécontents mais...

On le sait, Emmanuel Macron a placé son quinquennat sous le signe de la réforme. Une transformation qu'il a choisi de mener tambour battant

## UN SOCLE SOLIDE

Selon le sondage BVA, le chef de l'État peut s'appuyer sur un socle de soutiens solide. En effet, 20 % des Français déclarent soutenir son action - principalement des cadres, des hauts revenus et même des retraités -, tandis que 38 % se disent opposés à la politique menée par Emmanuel Macron. Ces derniers voient leur nombre progresser. Parmi eux figurent surtout des sympathisants de gauche et du FN.

En revanche, 41 % des sondés affirment être dans l'attente de résultats avant de se prononcer. Et parmi eux se trouve une majorité de sympathisants LR (54 %).

grâce au recours aux ordonnances. Si près de 2 Français sur 5 (39 %) estiment que l'exécutif agit au bon rythme et 1 sur 5 (19 %) qu'il ne va pas assez loin, le ressenti des Français est négatif. 57 % d'entre eux, près de 6 sur 10, se déclarent plutôt mécontents. En tête de leurs griefs, trois mesures émergent : l'augmentation de la CSG (82 %), l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h (76 %) et le remplacement de l'ISF par l'impôt sur la fortune immobilière (70 %).

## 3 ... de nombreuses mesures approuvées

Il n'empêche, dans le détail, ce sondage montre que de nombreuses mesures sont aussi approuvées. Ainsi, la réduction du nombre de parlementaires et des mandats consécutifs

rencontre 78 % d'avis favorables. La loi sur les violences sexuelles et sexistes, 76 %. Le dédoublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés, 72 %. La loi de moralisation de la vie politique, 67 %. La suppression progressive de la taxe d'habitation, 65 %. Les Français saluent également le rôle de la France dans le monde à 59 %. Il convient donc de nuancer ce mécontentement.

## 4 Le président des riches toujours là

Toutefois, malgré ces appréciations positives, deux constats s'imposent. D'abord, elles n'ont pas pris le dessus sur le ressentiment général des Français. Preuve que ces mesures n'ont que peu imprimé dans l'opinion.

Ensuite, alors que les Français attribuent une note moyenne de 8/20 au chef de l'État, ils sont surtout 84 % à ne pas avoir le sentiment de bénéficier personnellement de sa politique. Même si 41 % d'entre eux sont prêts à attendre de voir les résultats avant de se prononcer définitivement, l'image d'un Emmanuel Macron « président des riches » perdure, favorisée en cela par la hausse de la CSG pour les retraités et les cadeaux fiscaux faits aux plus fortunés via la transformation de l'ISF. Politiquement, c'est le point le plus enrayant pour le chef de l'État.



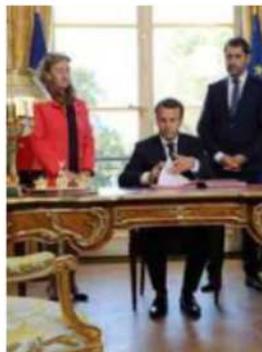
## 5 Inégalités, immigration : des attentes fortes

À la lueur de ce sondage, le défi d'Emmanuel Macron est donc de réussir à s'imposer comme le président de tous. Et plus encore à réduire les inégalités.

Parmi les critiques les plus fortement formulées contre son action

émergent la fiscalité (70 %) et le pouvoir d'achat (78 %). Mais aussi l'immigration à 78 %. Les priorités des Français se retrouvent d'ailleurs dans ce mécontentement puisqu'ils placent en tête de leurs préoccupations l'emploi (46 %), le pouvoir d'achat (45 %) et l'immigration (34 %).

# Une « verticalité du pouvoir » assumée



Emmanuel Macron aime exposer sa conception très personnelle du pouvoir.

ARCHIVES LDD/CMC/MARIN/APF

L'obsession du chef de l'État ? Ne pas réitérer les errements de la présidence Hollande...

Chaque jour, il apparaît un peu plus qu'Emmanuel Macron a beaucoup réfléchi avant son élection à la manière dont il exercerait le pouvoir. Réflexion d'abord fondée sur une expérience, celle de sa collaboration avec François Hollande, systématiquement érigé en contre-modèle. Ensuite, sur une conviction : la nostalgie (non avouée) des Français pour la monarchie, ses pompes et ses œuvres. Cette conviction fut immédiatement mise en application, le 7 mai 2017, avec la cérémonie à la Pyramide du Louvre, assez largement jugée réussie.

Depuis ce jour, le plus jeune président que la France ait élu ne cesse de revenir sur sa conception du pouvoir. Mais aussi sur son rapport à l'histoire

et à la littérature. Ce qui donne, entre autres, un entretien assez étonnant qu'Emmanuel Macron a accordé à la prestigieuse « Nouvelle Revue française » pour le premier anniversaire de son élection. Sans trop de fausse modestie, le chef de l'État explique que les Français « aiment qu'il y ait une histoire » et qu'il en est « la preuve vivante ». « Les Français sont malheureux quand la politique se réduit au technique, voire devient politiciarde, ajoute-t-il. Je ne suis que l'émanation du goût du peuple français pour le romanesque. »

Emmanuel Macron assume par ailleurs « totalement la verticalité du pouvoir ». Il poursuit : « Je hais l'exercice consistant à expliquer les leviers

d'une décision », ce que les journalistes politiques pourront aisément confirmer. « Décider, trancher, faire en sorte que « le délibératif ne devienne pas de l'indéterminé », tel est son mantra. Toujours cette obsession de ne pas réitérer les errements de la présidence Hollande... »

## Bousculer « le vieux monde »

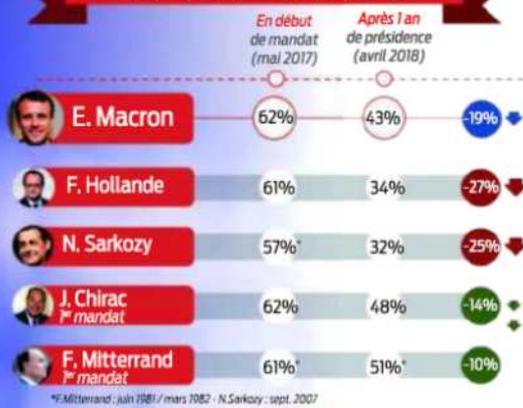
À quoi s'ajoute un certain goût pour la tragédie. Raymond Aron avait écrit que la principale faiblesse de Valéry Giscard d'Estaing - autre jeune président, élu à 48 ans - était d'ignorer que l'histoire pouvait être tragique. Voilà un reproche qu'Emmanuel Macron s'efforce de ne pas encourir. « Paradoxalement, ce qui rend optimiste,

c'est que l'histoire que nous vivons en Europe redevient tragique », déclare-t-il à « La NRF ». « Ce vieux continent de petits bourgeois se sentant à l'abri dans le confort matériel entre dans une nouvelle aventure où le tragique s'invite. »

« Président des très riches », ainsi que l'avait qualifié Hollande, Macron n'avait pas du tout aimé. S'il veut titiller un peu plus son successeur, ce qui semble être son ambition du moment, l'ancien président pourra toujours le taxer de « petit bourgeois ». Ce qui serait un comble pour l'homme qui rêve de bousculer « le vieux monde » en Europe comme il l'a fait en France.

Bruno Dive, rédaction parisienne

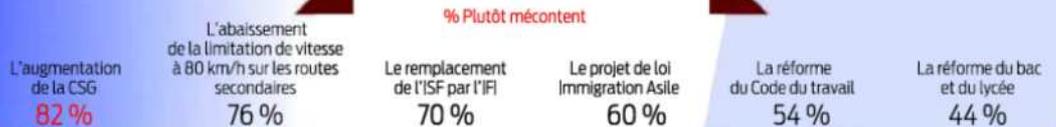
## La popularité comparée



## Les mesures marquantes...



## Les mesures peu populaires...



## Le bilan «mitigé» de la 1<sup>re</sup> année



## Le socle de soutiens stables



## ... les priorités des Français



## ... les mesures saluées



## Le rythme des réformes



Analyse de l'ensemble des données issues des VAGUES MENSUELLES DE L'OBSERVATOIRE DE LA POLITIQUE NATIONALE - BVA pour la presse régionale. Orange, RTL et La Tribune - réalisées entre mai 2017 et avril 2018. Baromètre mensuel réalisé par Internet auprès d'un échantillon de 1000 Français âgés de 18 ans et plus.

# Un chef de l'État sans paratonnerre

**GOVERNEMENT** Alors qu'aucun ministre n'a émergé, le président apparaît plus que jamais seul

Si l'élection d'Emmanuel Macron s'est accompagnée d'un fort renouvellement des figures gouvernementales, douze mois après leur nomination autour d'Édouard Philippe, force est de constater qu'elles ne se sont pas imposées dans l'opinion. Ainsi, selon un sondage Odoxa publié la semaine dernière, 46% des Français, près d'un sur deux donc, affirment ne pas connaître du tout ou pas assez les 20 ministres du gouvernement pour formuler une opinion à leur sujet. Quant à ceux qui les connaissent, 31% formulent un jugement négatif à leur encontre et seulement 23% un avis positif.

Une méconnaissance qui n'épargne pas le Premier ministre : un Français sur 5 (20%) ne connaît toujours pas suffisamment le locataire de Matignon pour le juger.

Ce constat d'anonymat est d'autant plus sévère que la forte actualité sociale de ces dernières semaines n'a, par exemple, pas aidé Elisabeth Borne, la ministre des Transports, à émerger. Pourtant en première li-

gne sur le dossier de la SNCF, elle reste une inconnue pour 46% des Français.

### Le Drian et Flessel bien seuls

Dans ce panorama, deux personnalités réussissent néanmoins à surmonter : Jean-Yves Le Drian, au Quai d'Orsay et Laura Flessel, aux Sports. Ce sont les deux seuls ministres à susciter plus de jugements positifs que négatifs. Avec 41% d'opinions favorables, l'ex-championne olympique est même devenue la ministre préférée de ce gouvernement. Et ce au détriment de Nicolas Hulot, dont l'image s'est fortement dégradée ces derniers mois. Mais là encore, le constat est rude : malgré sa notoriété, Laura Flessel ne rassemble pas un Français sur deux.

Sous cet angle, et au-delà des critiques formulées contre les ministres - « technocrates », « mauvais communicants », « pas proches des gens », cette enquête révèle qu'après un an de présidence, le chef de l'État ne souffre d'aucune



Édouard Philippe a du mal à sortir de l'ombre. ARCHIVES AFP

concurrence interne. Aucune autre personnalité ne s'est imposée.

Emmanuel Macron reste donc le principal rouage de la recomposition politique que son élection a initiée et le meilleur ambassadeur de la Macronie. Mais cette solitude s'accompagne d'une autre absence : celle d'un paratonnerre.

J.D.

# Les pompiers réfléchissent sur leur métier en Charente

Des pompiers de toute la France étaient rassemblés, hier à Angoulême, pour échanger sur les pratiques et méthodes de leur métier

Hier, environ 80 pompiers venus de 17 départements de toute la France étaient réunis au Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 16) à l'Isle-d'Espagnac. C'est la deuxième fois que ces soldats du feu qui discutent d'ordinaire via les réseaux sociaux se retrouvent pour une telle journée en Charente.

Objectif : échanger et suivre différentes conférences sur le thème global de la « sauvegarde opérationnelle ». Il s'agissait de réfléchir autour « des méthodes et techniques permettant à tous les sapeurs-pompiers de prendre conscience de la difficulté et de la dangerosité d'une opération », explique l'adjutant Thierry Guilbert, sapeur-pompier



80 pompiers étaient présents.

PHOTO ANTOINE BENEYTOU

dans les Yvelines. Et ainsi être en sécurité tout en étant efficaces dans leurs interventions. Les soldats du feu présents ont ainsi pu suivre des conférences sur la préparation mentale ou encore sur l'attaque du feu dite « d'atténuation », inspirée de la méthode des pompiers américains. Toujours pour Thierry Guilbert, « la notion de sauvegarde opérationnelle est quelque chose de répandue mais l'on insiste ces derniers temps car la nature des ha-

bitations est changeante. Il y a notamment davantage de plastiques et les feux ne se combattent plus de la même manière. L'objectif est de minimiser les risques tout en gardant une efficacité dans notre action. » Et ce, en échangeant ses expériences et ses idées.

De son côté, le commandant Djamel Ferrand, venu de Sens, dans l'Yonne, a animé une conférence sur le soutien aux intervenants. Il a notamment expliqué comment, dans son département, l'organisation des journées avait été adaptée afin d'être plus opérationnel. « L'intérêt est de faire réfléchir l'auditoire », indique-t-il. Lui voit dans cette journée « une foire aux bonnes idées qui permettront de faire évoluer les pratiques à notre échelle, en tenant compte de nos territoires ». Au cours de cette journée, les pompiers ont également pu découvrir de nouveaux outils censés faciliter leurs interventions.

**Antoine Beneytou**

# Les hospitaliers mobilisés sur plusieurs fronts

**ANGOULÊME** Une opération escargot a été suivie de plusieurs manifestations interprofessionnelles

Nouvelle journée de lutte sociale, hier en Charente, décidée le 19 avril, à l'issue de la manifestation des cheminots sur le parvis de la gare d'Angoulême. Au nom de « la convergence des luttes » entre public et privé. Mais encore une fois c'est le public qui a donné le tempo dès 7 h 15, autour de la CGT et de Solidaires, l'inter-syndicale à l'origine du mouvement.

La journée a commencé par une opération escargot sur la N10. D'après la CGT, 35 véhicules ont ralenti la circulation entre Gond-Pontouvre et Anais puis Anais et La Couronne jusqu'à 9 h 35.

## Un tiers de l'effectif en grève

Deuxième étape, le centre hospitalier Camille-Claudé, où les psychologues étaient en grève (un tiers de l'effectif selon la CGT). Sur place, ils étaient une vingtaine, entourée d'une quinzaine de militants CGT et Solidaires des unions départementales. « Il y a une remise en cause de la psychiatrie. On voudrait qu'elle fonctionne à l'acte. Cette politique du chiffre est incompatible avec nos métiers qui s'inscrivent dans le long terme », pointe Sylvie Mamet, CGT, psychologue au Centre médico psychologi-

que de Cognac. « On tire la sonnette d'alarme », ajoute un de ces collègues qui exerce auprès d'adultes. « On ne compte pas sur l'action d'une molécule pour que les gens aillent mieux. On a besoin de temps. » Des moyens, du temps, du respect des statuts des psychologues hospitaliers, voilà ce que réclamaient les grévistes qui devaient être reçus par le directeur.

## « L'hôpital est en burn-out »

Enfin, au centre hospitalier d'Angoulême, ont convergé près de 300 personnes vers 13 h. « Pour améliorer les conditions de travail, on n'a pas trouvé mieux que supprimer trois jours de RTT à des personnels à bout de souffle », dénonce Jacques Masson, secrétaire générale de la CGT. « L'hôpital est en burn-out », enfonce la CFDT. « Plusieurs lits ont été gelés en maternité (5), réanimation (2) et des postes supprimés. On est sur un protocole de désaccord », ajoute Monique Terrade, secrétaire générale de FO. Tous appellent le personnel à se mobiliser le 14 mai, salle des instances à 13 h 30, lorsque le protocole RTT sera présenté aux partenaires sociaux.

**Hélène Rietsch**

## ET AUSSI

**NÉONATOLOGIE ET PÉDIATRIE.** « En néonatalogie, on a supprimé quatre postes. C'est sûr, en multipliant les tâches on perd en qualité », dénoncent les infirmières en néonatalogie, au côté de leurs homologues en pédiatrie (5 lits gelés, 3 postes en moins) qui pointent « plus d'activités avec moins de personnel ».

**FINANCES PUBLIQUES, JOURNÉE MORTE.** À Soyaux, Jarnac et Girac, des agents des Finances publiques ont dénoncé de nombreuses fermetures en 2019 dont les trésoreries de Jarnac et Villebois-Lavalette.



Les psychologues en grève au CHU Camille-Claudé

# Compostage individuel et collectif, mode d'emploi



Pour réduire les déchets fermentescibles, l'Agglo propose à la fois des composteurs collectifs (40 €) et individuels (20 €). Pour se les procurer, il faut se munir d'un justificatif de domicile et se déplacer à la plate-forme de déchets verts à l'Écopole de Frégeneuil, rue du Port Thureau à Angoulême, les vendredis de 13 h 30 à 16 h 00 PHOTO ARCHIVES PASCAL BATS

## Le Maire veut assouplir l'épargne retraite

**GOUVERNEMENT** Le ministre de l'Économie souhaite un système plus simple et plus attractif

Le fonctionnement de l'épargne retraite sera assoupli, au niveau des transferts entre contrats comme du versement des sommes accumulées, a annoncé hier le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, désireux de relancer ce placement délaissé par les Français.

« Simplicité, liberté : voici les deux mots d'ordre de cette réforme [...] qui permettra de développer massivement l'épargne retraite pendant les années à venir », a déclaré le ministre lors d'une conférence organisée par l'Association française d'épargne et de retraite (Afer).

Bruno Le Maire, qui confirmait ainsi des propos rapportés dans « Le Parisien », a estimé que l'épargne retraite représentait actuellement des sommes « dérisoires » et obéissait à un « système kafkaïen ».

#### **Fragmentés et complexes**

L'épargne retraite permet au particulier d'accumuler un pécule qui ne pourra lui être distribué qu'à la fin de sa vie active. Ces produits peinent à décoller, d'autant qu'ils sont fragmentés en de multiples contrats : le Perp individuel, le Perco collectif, les contrats Madelin, réservés aux indépendants. . . En tout, ils représentent 200 milliards d'euros de placements en France, bien loin des 1 700 milliards de l'assurance-vie, dont les fonds ne financent pas suffisamment les entreprises, et notamment les PME, selon le gouvernement.

Bruno Le Maire avait déjà annoncé fin mars son intention de simplifier ces produits, dans le cadre de la

future loi « Pacte » sur le financement de l'économie. À l'époque, il avait évoqué la possibilité de transférer entre eux les principaux produits d'épargne retraite, ce qu'il a confirmé hier.

« Vous pouvez avoir n'importe quel statut professionnel », notamment évoluer entre des statuts indépendant et salarié, « vous garderez un seul produit d'épargne retraite », a expliqué le ministre.

#### **« Liberté de choix »**

Il a également annoncé une « liberté totale de choix entre la possibilité de sortie en capital et la possibilité de sortie en rente », confirmant des informations données la semaine dernière par l'Afer. Autrement dit, le particulier pourra récupérer son épargne retraite en une seule fois, alors que ces produits prévoient généralement un versement sous forme de rente, soit un revenu régulier assuré jusqu'au décès de l'épargnant.

Même si Bruno Le Maire promet un dispositif « fiscalement avantageux » en cas de sortie en rentes, cette annonce va à l'encontre des revendications du secteur de l'assurance, dont ce système constitue une chasse gardée : de multiples dirigeants ont mis en garde ces derniers mois quant à une généralisation de la sortie en capital sur ces produits.

« C'est à l'épargnant de décider de ce qu'il veut faire de son argent au moment de partir à la retraite », a tranché le ministre.